

No. 12325

---

**MULTILATERAL**

**Convention for the suppression of unlawful seizure of aircraft. Signed at The Hague on 16 December 1970**

*Authentic texts: English, French, Russian and Spanish.*

*Registered by the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America on 8 March 1973.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Signée à La Haye le 16 décembre 1970**

*Textes authentiques: anglais, français, russe et espagnol.*

*Enregistrée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique le 8 mars 1973.*

# CONVENTION<sup>1</sup> POUR LA RÉPRESSION DE LA CAPTURE ILLICITE D'AÉRONEFS

## PRÉAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

CONSIDÉRANT que les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs en vol compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 14 octobre 1971 pour les Etats indiqués ci-après, soit 30 jours après la date (14 septembre 1971) à laquelle les instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de La Haye avaient été déposés auprès des Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou des Etats-Unis d'Amérique, désignés comme gouvernements dépositaires, conformément à l'article 13, paragraphe 3:

<i>Etats</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)</i>	
Japon . . . . .	19 avril	1971 (L, M, W)
Bulgarie . . . . .	19 mai	1971 (W)
	26 mai	1971 (L)
	23 février	1972 (M)
Equateur . . . . .	14 juin	1971 (W)
Suède . . . . .	7 juillet	1971 (L, M, W)
Costa Rica . . . . .	9 juillet	1971 (W)
Gabon . . . . .	14 juillet	1971 (L)
Hongrie . . . . .	13 août	1971 (L, M, W)
Israël . . . . .	16 août	1971 (L, M, W)
Norvège . . . . .	23 août	1971 (L, M, W)
Suisse . . . . .	14 septembre	1971 (L, M, W)
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	14 septembre	1971 (W)
	21 septembre	1971 (L)
	23 septembre	1971 (M)

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour les Etats suivants 30 jours après la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 13, paragraphe 4:

<i>Etats</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a) à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)</i>		<i>Date de l'entrée en vigueur</i>	
Afrique du Sud . . . . .	30 mai	1972 (W)	29 juin	1972
Argentine . . . . .	11 septembre	1972 (W)	11 octobre	1972
	20 septembre	1972 (M)		
	21 septembre	1972 (L)		
Australie . . . . .	9 novembre	1972 (L, M, W)	9 décembre	1972
B Brésil . . . . .	14 janvier	1972 (L, M, W)	13 février	1972
Canada . . . . .	19 juin	1972 (L)	19 juillet	1972
	20 juin	1972 (W)		
	23 juin	1972 (M)		
Chili . . . . .	2 février	1972 (L)	3 mars	1972
Chypre . . . . .	6 juin	1972a (L)	6 juillet	1972
	8 juin	1972a (M)		
	5 juillet	1972a (W)		
Dahomey . . . . .	13 mars	1972 (W)	12 avril	1972
Danemark . . . . .	17 octobre	1972 (L, M, W)	16 novembre	1972
(Décision réservée en ce qui concerne l'application aux îles Féroé et au Groenland.)				
Espagne . . . . .	30 octobre	1972 (W)	29 novembre	1972
Fidji . . . . .	27 juillet	1972 (W)	26 août	1972
	14 août	1972 (L)		
	29 août	1972 (M)		
Finlande . . . . .	15 décembre	1971 (L, M, W)	14 janvier	1972

CONSIDÉRANT que de tels actes les préoccupent gravement,

CONSIDÉRANT que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1<sup>er</sup>.* Commet une infraction pénale (ci-après dénommée « l'infraction ») toute personne qui, à bord d'un aéronef en vol,

- a) illicitement et par violence ou menace de violence s'empare de cet aéronef ou en exerce le contrôle ou tente de commettre l'un de ces actes; ou
- b) est le complice d'une personne qui commet ou tente de commettre l'un de ces actes.

*Article 2.* Tout Etat contractant s'engage à réprimer l'infraction de peines sévères.

*Article 3.* 1. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement. En cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord.

2. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a) à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)		Date de l'entrée en vigueur	
	Année	Mois	Année	Mois
France	18	septembre	18	octobre
Irak	3	décembre	2	janvier
Iran	4	janvier	24	février
Jordanie	16	novembre	16	décembre
Mali	17	août	14	octobre
Mexique	19	juillet	18	août
Mongolie	8	octobre	7	novembre
Niger	15	octobre	14	novembre
Ouganda	27	mars	26	avril
Panama	10	mars	9	avril
Paraguay	4	février	5	mars
Pologne	21	mars	20	avril
Portugal	27	novembre	27	décembre
République de Chine	27	juillet	26	août
République démocratique allemande	3	juin	14	octobre
République socialiste soviétique de Biélorussie	30	décembre	29	janvier
République socialiste soviétique d'Ukraine	21	février	22	mars
Roumanie	10	juillet	9	août
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	22	décembre	21	janvier
(A l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des territoires sous souveraineté territoriale du Royaume-Uni, ainsi que du Protectorat des îles Salomon britanniques.)				
Tchad	12	juillet	11	août
Tchécoslovaquie	6	avril	6	mai
Trinité-et-Tobago	31	janvier	1 <sup>er</sup>	mars
Union des Républiques socialistes soviétiques	24	septembre	24	octobre
Yougoslavie	2	octobre	1 <sup>er</sup>	novembre

3. La présente convention ne s'applique que si le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise est situé hors du territoire de l'Etat d'immatriculation de cet aéronef, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur.

4. Dans les cas prévus à l'article 5, la présente convention ne s'applique pas si le lieu de décollage et le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise sont situés sur le territoire d'un seul des Etats mentionnés audit article.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, les articles 6, 7, 8 et 10 sont applicables, quel que soit le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef, si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation dudit aéronef.

*Article 4.* 1. Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de l'infraction, ainsi que de tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé de l'infraction en relation directe avec celle-ci, dans les cas suivants :

- a) si elle est commise à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat ;
- b) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord ;
- c) si l'infraction est commise à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de l'infraction dans le cas où l'auteur présumé de celle-ci se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

3. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

*Article 5.* Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation et qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'Aviation civile internationale, qui en informera tous les Etats Parties à la présente convention.

*Article 6.* 1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat ; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, l'Etat d'immatriculation de l'aéronef, l'Etat mentionné à l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c, l'Etat dont la personne détenue a la nationalité et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

*Article 7.* L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

*Article 8.* 1. L'infraction est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre l'infraction comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne l'infraction. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent l'infraction comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats contractants, l'infraction est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4, paragraphe 1.

*Article 9.* 1. Lorsque l'un des actes prévus à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa a, est accompli ou sur le point d'être accompli, les Etats contractants prennent toutes mesures appropriées pour restituer ou conserver le contrôle de l'aéronef au commandant légitime.

2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

*Article 10.* 1. Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative à l'infraction et aux autres actes visés à l'article 4. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère

bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

*Article 11.* Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs :

- a) aux circonstances de l'infraction ;
- b) aux mesures prises en application de l'article 9 ;
- c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

*Article 12.* 1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

*Article 13.* 1. La présente convention sera ouverte le 16 décembre 1970 à La Haye à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à La Haye du 1<sup>er</sup> au 16 décembre 1970 (ci-après dénommée « la Conférence de La Haye »). Après le 31 décembre 1970, elle sera ouverte à la signature de tous les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ainsi que les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de La Haye.

4. Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. Les gouvernements dépositaires informeront rapidement tous les Etats qui signeront la présente convention ou y adhéreront de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que de toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'Article 83 de la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Chicago, 1944).

*Article 14.* 1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les gouvernements dépositaires.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à La Haye, le seizième jour du mois de décembre de l'an mil neuf cent soixante-dix, en trois exemplaires originaux comprenant chacun quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.

[Signatures affixed at The Hague on 16 December 1970 (\*) or at London on the dates indicated—Signatures apposées à La Haye le 16 décembre 1970 (\*) ou à Londres aux dates indiquées]

Afghanistan, the Kingdom of:

[Afghanistan, le Royaume d':]<sup>1</sup>

[Signed—Signé]

SULTAN M. GHAZI \*

Algeria, the Democratic and Popular Republic of:

[Algérie, la République démocratique et populaire d':]

Argentine Republic, the:

[République Argentine, la:]

J. C. ARAUJO \*

ENRIQUE A. MUSSEL \*

Australia, the Commonwealth of:

[Australie, le Commonwealth d':]

ALEXANDER DOWNER

15th. June 1971

Austria, the Republic of:

[Autriche, la République d':]

WILFRIED PLATZER

28th. April 1971

Barbados:

[Barbade:]

W. WALDRON-RAMSEY \*

Belgium, the Kingdom of:

[Belgique, le Royaume de:]

W. VAN CAUWENBERG \*

Brazil, the Federative Republic of:

[Brésil, la République fédérative du:]

C. NASOIMENTO-SILVA \*

JOSÉ FRAGA LOURENCO \*

JULIO VALENTE \*

<sup>1</sup> Names of States in brackets are translations by the Secretariat—Les noms des Etats entre crochets sont des traductions du Secrétariat.



Bulgaria, the People's Republic of:

[*Bulgarie, la République populaire de :*]

[Signed—Signé]\*<sup>1</sup>

Byelorussian Soviet Socialist Republic:

[*République socialiste soviétique de Biélorussie :*]

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Белорусская Советская Социалистическая Республика не считает себя связанной положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>2</sup>

[Signed—Signé]\*<sup>3</sup>

Cambodia, the Khmer Republic:

[*Cambodge, la République khmère :*]

TAT NARAC\*

Cameroon, the Federal Republic of:

[*Cameroun, la République fédérale du :*]

Canada:

[*Canada :*]

A. J. PICK\*

Ceylon:

[*Ceylan :*]

Chile, the Republic of:

[*Chili, la République du :*]

[SPANISH TEXT—TEXTE ESPAGNOL]

El Gobierno de Chile declara que no se considera obligado por el párrafo primero del artículo 12, que establece que las disputas acerca de la interpretación o aplicación de la Convención serán sometidas a arbitraje

<sup>1</sup> Signed by L. Kyuchukov.

<sup>2</sup> [*Translation\*—Traduction\*\**] The Byelorussian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of article 12, envisaging that disputes about the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

\* Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

\*\* Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>3</sup> Signed by D. Glushenko.

<sup>1</sup> Signé par L. Kyouchoukov.

<sup>2</sup> [*Traduction—Translation*] La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>3</sup> Signé par D. Glouchenko.

o a la Corte Internacional de Justicia a solicitud de una de las partes en la disputa.<sup>1</sup>

ALVARO BUNSTER  
4-June-1971

China, the Republic of:  
[*Chine, la République de :*]

[*Signed — Signé*]  
FUSUNG CHU \*

Colombia, the Republic of:  
[*Colombie, la République de :*]

R. DE ZUBIRÍA \*

Congo, the People's Republic of the:  
[*Congo, la République populaire du :*]

Costa Rica, the Republic of:  
[*Costa Rica, la République du :*]  
A. ORTÍZ \*

Czechoslovak Socialist Republic:  
[*République socialiste tchécoslovaque :*]  
VÁCLAV MALÝ \*

Denmark, the Kingdom of:  
[*Danemark, le Royaume du :*]  
E. KROG-MEYER \*

El Salvador, the Republic of:  
[*El Salvador, la République d' :*]  
P. VAN ECK \*

Ethiopia, the Empire of:  
[*Ethiopie, l'Empire d' :*]  
[*Signed — Signé*]\*<sup>2</sup>

Finland, the Republic of:  
[*Finlande, la République de :*]  
OTSO WARTIOVAARA  
8 January 1971

<sup>1</sup> [*Translation\*—Traduction\*\**] The Government of Chile declares that it does not consider itself bound by paragraph 1 of article 12, envisaging that disputes about the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court of Justice at the request of one of the parties to the dispute.

\* Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

\*\* Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>2</sup> Signed by G. Bekele.

<sup>1</sup> [*Traduction—Translation*] Le Gouvernement chilien déclare qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>2</sup> Signé par G. Bekele.

French Republic, the:

[*République française, la :*]

GUY DE LACHARRIÈRE \*

Gabonese Republic, the:

[*République gabonaise, la :*]

SIMON PITHER \*

Germany, the Federal Republic of:

[*Allemagne, la République fédérale d' :*]

HORST GROEPPER \*

Ghana, the Republic of:

[*Ghana, la République du :*]

FRED E. CREPPY \*

Greece, the Kingdom of:

[*Grèce, le Royaume de :*]

CONSTANTINE HIMARIOS \*

Guatemala, the Republic of:

[*Guatemala, la République du :*]

[SPANISH TEXT—TEXTE ESPAGNOL]

La Delegación de Guatemala declara que la República de Guatemala no se considera obligada por el párrafo 1° del artículo 12.<sup>1</sup>

L. VÁSQUEZ-CANET \*

G. SÁENZ DE TEJADA \*

Holy See, the:

[*Saint-Siège, le :*]

Hungarian People's Republic:

[*République populaire hongroise :*]

HÚVÓS SÁNDOR \*

India, the Republic of:

[*Inde, la République de l' :*]

APA B. PANT

14-7-1971

Indonesia, the Republic of:

[*Indonésie, la République d' :*]

SOESANTO \*

<sup>1</sup> [Translation\*—Traduction\*\*] The Guatemalan Delegation declares that the Republic of Guatemala does not consider itself bound by paragraph 1 of article 12.

\* Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

\*\* Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>1</sup> [Traduction—Translation] La délégation guatémaltèque déclare que la République du Guatemala ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12.

Iran, the Empire of:  
[*Iran, l'Empire d' :*]

E. KAZEMI \*

Ireland:  
[*Irlande :*]

Israel, the State of:  
[*Israël, l'Etat d' :*]

[*Signed—Signé*] \*<sup>1</sup>

Italian Republic, the:  
[*République italienne, la :*]

ALESSANDRO SAVORGNAN \*

Jamaica:  
[*Jamaïque :*]

K. O. RATTRAY \*

Japan:  
[*Japon :*]

MASATO FUJISAKI \*

Kenya, the Republic of:  
[*Kenya, la République du :*]

Korea, the Republic of:  
[*Corée, la République de :*]

Kuwait, the State of:  
[*Koweït, l'Etat du :*]

[*Signed—Signé*] <sup>2</sup>

Lebanon, the Republic of:  
[*Liban, la République du :*]

Lesotho, the Kingdom of:  
[*Lesotho, le Royaume du :*]

C. M. MOLAPO  
12th October, 1971.

Libyan Arab Republic:  
[*République arabe libyenne :*]

Luxembourg, the Grand Duchy of:  
[*Luxembourg, le Grand-Duché de :*]

HAMER \*

<sup>1</sup> Signed by I. J. Mintz, N. Ben-Yehuda and Y. Cohen.

<sup>2</sup> Signed by Ahmad Abdul Wahhab Al-Nakib.

<sup>1</sup> Signé par I. J. Mintz, N. Ben-Yehuda et Y. Cohen.

<sup>2</sup> Signé par Ahmad Abdul Wahhab Al-Nakib.

Malaysia:

[*Malaisie* :]

T. S. A. H. JUMAT\*

Mexican States, the United:

[*Mexique, les États-Unis du* :]

A. CORTINA\*

Netherlands, the Kingdom of the:

[*Pays-Bas, le Royaume des* :]

W. RIPHAGEN\*

M. R. MOK\*

New Zealand:

[*Nouvelle-Zélande* :]

E.D. BLUNDELL  
15 Sep. 1971

Norway, the Kingdom of:

[*Norvège, le Royaume de* :]

PAUL KOHT  
9 March 1971

Panama, the Republic of:

[*Panama, la République du* :]

C. M. ARZE\*

Paraguay, the Republic of:

[*Paraguay, la République du* :]

Philippines, the Republic of the:

[*Philippines, la République des* :]

DELFIN R. GARCÍA\*  
JOSÉ T. GARCÍA, Jr.\*

Polish People's Republic:

[*République populaire de Pologne* :]

M. KOWIESKI\*

Portugal, the Republic of:

[*Portugal, la République du* :]

M. ALMEIDA COUTINHO\*

Romania, Socialist Republic of:

[*Roumanie, République socialiste de* :]

V. PUNGAN<sup>1</sup>  
13/X-1971

<sup>1</sup> See p. 149 of this volume for the texts of the reservations and declarations made upon signature by Romania.

<sup>1</sup> Voir p. 149 du présent volume pour les textes des réserves et déclarations faites lors de la signature par la Roumanie.

Rwandese Republic, the:

[*République rwandaise, la*:]

A. MUNYANEZA \*

South Africa, the Republic of:

[*République sud-africaine, la*:]

A. J. F. VILJOEN \*

Spain:

[*Espagne*:]

Sweden, the Kingdom of:

[*Suède, le Royaume de*:]

K. G. LAGERFELT \*

Swiss Confederation, the:

[*Confédération suisse, la*:]

W. GULDIMANN \*

Tanzania, the United Republic of:

[*Tanzanie, la République-Unie de*:]

Thailand, the Kingdom of:

[*Thaïlande, le Royaume de*:]

SOMPONG SUCHARITKUL \*

Trinidad and Tobago

[*Trinité-et-Tobago*:]

ELLIS CLARKE \*

ERROL ROOPNARINE \*

T. BADEN-SEMPER \*

Tunisia, the Republic of

[*Tunisie, la République de*:]

Turkey, the Republic of

[*Turquie, la République de*:]

D. TUNALIGIL \*

Ukrainian Soviet Socialist Republic:

[*République socialiste soviétique d'Ukraine*:]

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Украинская Советская Социалистическая Республика не считает себя связанной положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции

передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>1</sup>  
[Signed—Signé]\*<sup>2</sup>

Uganda, the Republic of:  
[Ouganda, la République de l':]

Union of Soviet Socialist Republics:  
[Union des Républiques socialistes soviétiques:]

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Правительство Союза Советских Социалистических Республик не считает себя связанным положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>3</sup>  
[Signed—Signé]\*<sup>4</sup>

United Arab Republic:  
[République arabe unie:]

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:  
[Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:]

ARNOLD KEAN \*  
R. IAN T. CROMARTIE \*  
K. J. CHAMBERLAIN \*

United States of America:  
[Etats-Unis d'Amérique:]

JOHN B. RHINELANDER \*

<sup>1</sup> [Translation\*—Traduction\*\*] The Ukrainian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of article 12, envisaging that disputes about the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

\* Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

\*\* Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>2</sup> Signed by Zolotarev.

<sup>3</sup> [Translation\*—Traduction\*\*] The Government of the Union of Soviet Socialist Republics does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of article 12, envisaging that disputes about the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

\* Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

\*\* Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>4</sup> Signed by A. Semenkov.

<sup>1</sup> [Traduction—Translation] La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>2</sup> Signé par Zolotarev.

<sup>3</sup> [Traduction—Translation] Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>4</sup> Signé par A. Semenkov.

Venezuela, the Republic of:  
[*Venezuela, la République du :*]

V. J. DELASCIO \*

Yugoslavia, the Socialist Federal Republic of:  
[*Yougoslavie, la République fédérative socialiste de :*]

MIRKO MILUTINOVIC \*

Zambia, the Republic of:  
[*Zambie, la République de :*]

Laos, the Kingdom of:  
[*Laos, le Royaume du :*]

T. KHAMMAO  
16th. February 1971

Iraq, the Republic of:  
[*Irak, la République d' :*]

K. KHALAF  
30/3/71

Gambia, the Republic of the:  
[*Gambie, la République de :*]

A. D. CAMARA  
18th. May, 1971

Jordan, the Hashemite Kingdom of:  
[*Jordanie, le Royaume hachémite de :*]

ZAID AL-RIFA'I  
24.6.1971

Sierra Leone, the Republic of:  
[*Sierra Leone, la République de :*]

H. M. LYNCH-SHYLLON  
19th July 1971

Liechtenstein, the Principality of:  
[*Liechtenstein, la Principauté de :*]

J. A. ISELIN  
24th August 1971

Singapore, the Republic of:  
[*Singapour, la République de :*]

LEE YONG LENG  
8th Sept. 1971

Fiji:  
[*Fidji :*]

J. R. RABUKAWAQA  
5 Oct. 1971



[Signatures affixed at Moscow—Signatures apposées à Moscou]

За Германскую Демократическую Республику:

[For the German Democratic Republic:]<sup>1</sup>

[Pour la République démocratique allemande:]<sup>1</sup>

[HORST BITTNER]

4 января 1971 г.<sup>2</sup>

За Финляндскую Республику:

[For the Republic of Finland:]

[Pour la République de Finlande:]

[B. ALHOLM]

8 января 1971 г.<sup>3</sup>

За Монгольскую Народную Республику:

[For the Mongolian People's Republic:]

[Pour la République populaire mongole:]

[Signed—Signé]<sup>4</sup>

18 января 1971 г.<sup>5</sup>

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

Монгольская Народная Республика не считает себя связанной положениями статьи 12 пункта 1 Конвенции о борьбе с незаконным захватом воздушных судов, которые предусматривают передачу любого спора, касающегося толкования или применения настоящей Конвенции, в арбитраж или в Международный Суд по просьбе одной из сторон.<sup>6</sup>

За Республику Бурунди:

[For the Republic of Burundi:]

[Pour la République du Burundi:]

[F. KISUKURUME]

17 февраля 1971 г.<sup>7</sup>

<sup>1</sup> Names of States in brackets are translations by the Secretariat.

<sup>2</sup> 4 January 1971.

<sup>3</sup> 8 January 1971.

<sup>4</sup> Signed by N. Luvsanchultem.

<sup>5</sup> 18 January 1971.

<sup>6</sup> [Translation—Traduction] The Mongolian People's Republic does not consider itself bound by the provisions of article 12, paragraph 1, of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, which state that any dispute concerning the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court of Justice at the request of one of the parties.

<sup>7</sup> 17 February 1971.

<sup>1</sup> Les noms des Etats entre crochets sont des traductions du Secrétariat.

<sup>2</sup> 4 janvier 1971.

<sup>3</sup> 8 janvier 1971.

<sup>4</sup> Signé par N. Luvsantchoultem.

<sup>5</sup> 18 janvier 1971.

<sup>6</sup> [Traduction—Translation] La République populaire mongole ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>7</sup> 17 février 1971.

За Королевство Лаос:

[*For the Kingdom of Laos:*]

[*Pour le Royaume du Laos:*]

[KÉSONE BILAVARN]

22 февраля 1971 г.<sup>1</sup>

За Иракскую Республику:

[*For the Republic of Iraq:*]

[*Pour la République d'Irak:*]

[Signed—Signé]<sup>2</sup>

22 февраля 1971 г.<sup>1</sup>

За Королевство Норвегию:

[*For the Kingdom of Norway:*]

[*Pour le Royaume de Norvège:*]

[F. H. JAKOBSEN]

9 марта 1971 г.<sup>3</sup>

За Австрийскую Республику:

[*For the Republic of Austria:*]

[*Pour la République d'Autriche:*]

[HEINRICH HAYMERLE]

28 апреля 1971 г.<sup>4</sup>

За Республику Гамбию:

[*For the Republic of the Gambia:*]

[*Pour la République de Gambie:*]

[E. D. KAMARA]

21 мая 1971 г.<sup>5</sup>

За Иорданское Хашимитское Королевство:

[*For the Hashemite Kingdom of Jordan:*]

[*Pour le Royaume hachémite de Jordanie:*]

[Signed—Signé]<sup>6</sup>

25 мая 1971 г.<sup>7</sup>

За Австралийский Союз:

[*For the Commonwealth of Australia:*]

[*Pour le Commonwealth d'Australie:*]

[F. J. BLACKNEY]

15 июня 1971 г.<sup>8</sup>

<sup>1</sup> 22 February 1971.

<sup>2</sup> Signed by Shadhel J. Taga.

<sup>3</sup> 9 March 1971.

<sup>4</sup> 28 April 1971.

<sup>5</sup> 21 May 1971.

<sup>6</sup> Signed by H. Ibrahim.

<sup>7</sup> 25 May 1971.

<sup>8</sup> 15 June 1971.

<sup>1</sup> 22 février 1971.

<sup>2</sup> Signé par Chadhel J. Taga.

<sup>3</sup> 9 mars 1971.

<sup>4</sup> 28 avril 1971.

<sup>5</sup> 21 mai 1971.

<sup>6</sup> Signé par H. Ibrahim.

<sup>7</sup> 25 mai 1971.

<sup>8</sup> 15 juin 1971.

За Государство Кувейт:  
 [For the State of Kuwait:]  
 [Pour l'Etat du Koweït:]

[Signed—Signé]<sup>1</sup>  
 28 июня 1971 г.<sup>2</sup>

За Республику Индию:  
 [For the Republic of India:]  
 [Pour la République de l'Inde:]

[A. K. DAMODARAN]  
 14 июля 1971 г.<sup>3</sup>

За Республику Сьерра Леоне:  
 [For the Republic of Sierra Leone:]  
 [Pour la République de Sierra Leone:]

[E. W. BLYDEN, III]  
 20 июля 1971 г.<sup>4</sup>

За Княжество Лихтенштейн:  
 [For the Principality of Liechtenstein:]  
 [Pour la Principauté de Liechtenstein:]

[H. ROSSI]  
 24 августа 1971 года<sup>5</sup>

За Республику Сингапур:  
 [For the Republic of Singapore:]  
 [Pour la République de Singapour:]

[P. S. RAMAN]  
 8 сентября 1971 года<sup>6</sup>

За Новую Зеландию:  
 [For New Zealand:]  
 [Pour la Nouvelle-Zélande:]

[J. A. DOBBS]  
 15 сентября 1971 года<sup>7</sup>

За Социалистическую Республику Румынию:  
 [For the Socialist Republic of Romania:]  
 [Pour la République socialiste de Roumanie:]

[T. MARINESCU]  
 13 октября 1971 г.<sup>8</sup>

<sup>1</sup> Signed by Ahmed Ghaith Abdullah.

<sup>2</sup> 28 June 1971.

<sup>3</sup> 14 July 1971.

<sup>4</sup> 20 July 1971.

<sup>5</sup> 24 August 1971.

<sup>6</sup> 8 September 1971.

<sup>7</sup> 15 September 1971.

<sup>8</sup> 13 October 1971.

<sup>1</sup> Signé par Ahmed Ghaith Abdullah.

<sup>2</sup> 28 juin 1971.

<sup>3</sup> 14 juillet 1971.

<sup>4</sup> 20 juillet 1971.

<sup>5</sup> 24 août 1971.

<sup>6</sup> 8 septembre 1971.

<sup>7</sup> 15 septembre 1971.

<sup>8</sup> 13 octobre 1971.

[Signatures affixed at The Hague on 16 December 1970 (\*) or at Washington on the dates indicated — Signatures apposées à La Haye le 16 décembre 1970 (\*) ou à Washington aux dates indiquées]

Afghanistan, the Kingdom of  
[Afghanistan, le Royaume d':]<sup>1</sup>

[Signed—Signé]  
[SULTAN M. GHAZI]\*<sup>2</sup>

Algeria, the Democratic and Popular Republic of:  
[Algérie, la République démocratique et populaire d':]

Argentine Republic, the:  
[République Argentine, la:]

[J. C. ARAUJO]\*  
[ENRIQUE A. MUSSEL]\*

Australia, the Commonwealth of:  
[Australie, le Commonwealth d':]

[J. PLIMSOLL]  
15 June 1971

Austria, the Republic of:  
[Autriche, la République d':]

[KARL GRUBER]  
April 28, 1971

Barbados:  
[Barbade:]

[W. WALDRON-RAMSEY]\*

Belgium, the Kingdom of:  
[Belgique, le Royaume de:]

[W. VAN CAUWENBERG]\*

Brazil, the Federative Republic of:  
[Brésil, la République fédérative du:]

[G. NASCIMENTO-SILVA]\*  
[JOSÉ FRAGA LOURENCO]\*  
[JULIO VALENTE]\*

Bulgaria, the People's Republic of:  
[Bulgarie, la République populaire de:]

[Signed—Signé]\*<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Names of States in brackets are translations by the Secretariat.

<sup>2</sup> Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the registering Governments.

<sup>3</sup> Signed by L. Kyuchukov.

<sup>1</sup> Les noms des Etats entre crochets sont des traductions du Secrétariat.

<sup>2</sup> Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par les Gouvernements qui ont enregistré.

<sup>3</sup> Signé par L. Kyoutchoukov.

Byelorussian Soviet Socialist Republic:

[*République socialiste soviétique de Biélorussie* :]

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Белорусская Советская Социалистическая Республика не считает себя связанной положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>1</sup>

[Signed — Signé] \*<sup>2</sup>

Cambodia, the Khmer Republic:

[*Cambodge, la République khmère* :]

[TAT NARAC] \*

Cameroon, the Federal Republic of:

[*Cameroun, la République fédérale du* :]

Canada:

[*Canada*]

[A. J. PICK] \*

Ceylon:

[*Ceylan* :]

Chile, the Republic of:

[*Chili, la République du* :]

China, the Republic of:

[*Chine, la République de* :]

[Signed — Signé]

[FUSUNG CHU] \*

Colombia, the Republic of:

[*Colombie, la République de* :]

[R. DE ZUBIRÍA] \*

Congo, the People's Republic of the:

[*Congo, la République populaire du* :]

Costa Rica, the Republic of:

[*Costa Rica, la République du* :]

[A. ORTÍZ] \*

<sup>1</sup> See foot-note 2 on page 129 of this volume for the translation.

<sup>2</sup> Signed by D. Glushenko.

<sup>1</sup> Voir note 2 à la page 129 du présent volume pour la traduction.

<sup>2</sup> Signé par D. Glouchenko.

Czechoslovak Socialist Republic:

[*République socialiste tchécoslovaque*:]

[VÁCLAV MALÝ]\*

Denmark, the Kingdom of:

[*Danemark, le Royaume du*:]

[E. KROG-MEYER]\*

El Salvador, the Republic of:

[*El Salvador, la République d'*:]

[P. VAN ECK]\*

Ethiopia, the Empire of:

[*Ethiopie, l'Empire d'*:]

[Signed — Signé]\*<sup>1</sup>

Finland, the Republic of:

[*Finlande, la République de*:]

[OLAVI MUNKKI]

Jan. 8<sup>th</sup>, 1971

French Republic, the:

[*République française, la*:]

[GUY DE LACHARRIÈRE]\*

Gabonese Republic, the:

[*République gabonaise, la*:]

[SIMON PITHER]\*

Germany, the Federal Republic of:

[*Allemagne, la République fédérale d'*:]

[HORST GROEPPER]\*

Ghana, the Republic of:

[*Ghana, la République du*:]

[FRED E. CREPPY]\*

Greece, the Kingdom of:

[*Grèce, le Royaume de*:]

[CONSTANTINE HIMARIOS]\*

---

<sup>1</sup> Signed by G. Bekele.

---

<sup>1</sup> Signé par G. Bekele.

Guatemala, the Republic of:  
[*Guatemala, la République du:*]

[SPANISH TEXT—TEXTE ESPAGNOL]

La Delegación de Guatemala declara que la República de Guatemala no se considera obligada por el párrafo 1° del artículo 12.<sup>1</sup>

[L. VÁSQUEZ-CANET]\*

[G. SÁENZ DE TEJADA]\*

Holy See, the:  
[*Saint-Siège, le:*]

Hungarian People's Republic:  
[*République populaire hongroise:*]

[HÚVÓS SÁNDOR]\*

India, the Republic of:  
[*Inde, la République de l':*]

[L. K. JHA]

July 14, 1971

Indonesia, the Republic of:  
[*Indonésie, la République d':*]

[SOESANTO]\*

Iran, the Empire of:  
[*Iran, l'Empire d':*]

[E. KAZEMI]\*

Ireland:  
[*Irlande:*]

Israel, the State of:  
[*Israël, l'Etat d':*]

[*Signed — Signé*]\*<sup>2</sup>

Italian Republic, the:  
[*République italienne, la:*]

[ALESSANDRO SAVORGNAN]\*

Jamaica:  
[*Jamaïque:*]

[K. O. RATTRAY]\*

<sup>1</sup> See foot-note 1 on page 131 of this volume for the translation.

<sup>2</sup> Signed by I. J. Mintz, N. Ben-Yehuda and Y. Cohen.

<sup>1</sup> Voir note 1 à la page 131 du présent volume pour la traduction.

<sup>2</sup> Signé par I. J. Mintz, N. Ben-Yehuda et Y. Cohen.

Japan:  
[*Japon*:]

[MASATO FUJISAKI]\*

Kenya, the Republic of:  
[*Kenya, la République du*:]

Korea, the Republic of:  
[*Corée, la République de*:]

Kuwait, the State of:  
[*Koweït, l'Etat du*:]

[SALIM SUBAH AL SALIM]  
7/21/1971

Lebanon, the Republic of:  
[*Liban, la République du*:]

Lesotho, the Kingdom of:  
[*Lesotho, le Royaume du*:]

Libyan Arab Republic:  
[*République arabe libyenne*:]

Luxembourg, the Grand Duchy of:  
[*Luxembourg, le Grand-Duché de*:]  
[HAMER]\*

Malaysia:  
[*Malaisie*:]

[T. S. A. H. JUMAT]\*

Mexican States, the United:  
[*Mexique, les États-Unis du*:]  
[A. CORTINA]\*

Netherlands, the Kingdom of the:  
[*Pays-Bas, le Royaume des*:]  
[W. RIPHAGEN]\*  
[M. R. MOK]\*

New Zealand:  
[*Nouvelle-Zélande*:]

[R. L. JERMYN]  
September 15, 1971



Norway, the Kingdom of:  
[*Norvège, le Royaume de:*]

[ARNE CHRISTIAN GUNNENG]  
March 9, 1971

Panama, the Republic of:  
[*Panama, la République du:*]

[C. M. ARZE]\*

Paraguay, the Republic of:  
[*Paraguay, la République du:*]

[ROQUE J. AVILA]  
July 30<sup>th</sup> 1971

Philippines, the Republic of the:  
[*Philippines, la République des:*]

[DELFÍN R. GARCÍA]\*  
[JOSÉ T. GARCÍA, Jr.]\*

Polish People's Republic:  
[*République populaire de Pologne:*]

[M. KOWIESKI]\*

Portugal, the Republic of  
[*Portugal, la République du:*]

[M. ALMEIDA COUTINHO]\*

Romania, Socialist Republic of:  
[*Roumanie, République socialiste de:*]

[CORNELIU BOGDAN]  
October 13, 1971

Rwandese Republic, the:  
[*République rwandaise, la:*]

[A. MUNYANEZA]\*

South Africa, the Republic of:  
[*République sud-africaine, la:*]

[A. J. F. VILJOEN]\*

Spain  
[*Espagne:*]

[SANTIAGO ARGIELLES ARMADA]  
16-III-71

Sweden, the Kingdom of:  
[*Suède, le Royaume de:*]

[K. G. LAGERFELT]\*

Swiss Confederation, the:  
[*Confédération suisse, la:*]

[W. GULDIMANN]\*

Tanzania, the United Republic of:  
[*Tanzanie, la République-Unie de :*]

Thailand, the Kingdom of:  
[*Thaïlande, le Royaume de :*]  
[SOMPONG SUCHARITKUL]\*

Trinidad and Tobago:  
[*Trinité-et-Tobago :*]  
[ELLIS CLARKE]\*  
[ERROL ROOPNARINE]\*  
[T. BADEN-SEMPER]\*

Tunisia, the Republic of:  
[*République tunisienne, la :*]

Turkey, the Republic of:  
[*République turque, la :*]  
[D. TUNALIGIL]\*

Ukrainian Soviet Socialist Republic:  
[*République socialiste soviétique d'Ukraine :*]  
[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Украинская Советская Социалистическая Республика не считает себя связанной положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>1</sup>  
[*Signed—Signé*]\*<sup>2</sup>

Uganda, the Republic of:  
[*Ouganda, la République de l' :*]

Union of Soviet Socialist Republics:  
[*Union des Républiques socialistes soviétiques :*]

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Правительство Союза Советских Социалистических Республик не считает себя связанным положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»<sup>3</sup>  
[*Signed—Signé*]\*<sup>4</sup>

<sup>1</sup> See foot-note 1 on page 135 of this volume for the translation.

<sup>2</sup> Signed by Zolotarev.

<sup>3</sup> See foot-note 3 on page 135 of this volume for the translation.

<sup>4</sup> Signed by A. Semenkov.

<sup>1</sup> Voir note 1 à la page 135 du présent volume pour la traduction.

<sup>2</sup> Signé par Zolotarev.

<sup>3</sup> Voir note 3 à la page 135 du présent volume pour la traduction.

<sup>4</sup> Signé par A. Semenkov.

United Arab Republic:  
[*République arabe unie*:]

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:  
[*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*:]  
[ARNOLD KEAN]\*  
[R. IAN T. CROMARTIE]\*  
[K. J. CHAMBERLAIN]\*

United States of America:  
[*Etats-Unis d'Amérique*:]  
[JOHN B. RHINELANDER]\*

Venezuela, the Republic of:  
[*Venezuela, la République du*:]  
[V. J. DELASCIO]\*

Yugoslavia, the Socialist Federal Republic of:  
[*Yougoslavie, la République fédérative socialiste de*:]  
[MIRKO MILUTINOVIC]\*

Zambia, the Republic of:  
[*Zambie, la République de*:]

Laos, the Kingdom of:  
[*Laos, le Royaume du*:]  
[LANE PATHAMMAVONG]  
2/16/71

Niger, the Republic of:  
[*Niger, la République du*:]  
[JOSEPH AMINIA]  
19/2/71

Ecuador, the Republic of:  
[*Équateur, la République de l'*:]  
[CARLOS MANTILLA ORTEGA]  
19/3/71  
« Con la reserva del párrafo primero  
del artículo doce »<sup>1</sup>

Dahomey, the Republic of:  
[*Dahomey, la République du*:]  
[WILFRED DE SOUZA]  
Washington le 5 mai 1971

<sup>1</sup> [Translation—Traduction] With a reservation to article 12 (1).

<sup>1</sup> [Traduction—Translation] Avec réserve à l'article 12, paragraphe 1.

Senegal, the Republic of:  
[*Sénégal, la République du*:]

[CHEIKH FALL]  
5/10/71<sup>1</sup>

Equatorial Guinea, the Republic of:  
[*Guinée équatoriale, la République de*:]

[PRIMO JOSÉ ESONO MIKA]  
4/6/71<sup>2</sup>

Jordan, the Hashemite Kingdom of:  
[*Jordanie, le Royaume hachémite de*:]

[ABDUL HAMID SHARAF]  
June 9, 1971

Dominican Republic:  
[*République Dominicaine*:]

[SALVADOR ORTIZ]  
June 29, 1971

Sierra Leone, the Republic of:  
[*Sierra Leone, la République de*:]

[C. O. BRIGHT]  
July 19, 1971

Pakistan, the Islamic Republic of:  
[*Pakistan, la République islamique du*:]

[AGHA HILALY]  
12 August 1971

Liechtenstein, the Principality of:  
[*Liechtenstein, la Principauté de*:]

[O. EXCHAQUET]  
August 24, 1971

Singapore, the Republic of:  
[*Singapour, la République de*:]

[E. S. MONTEIRO]  
September 8, 1971

Chad, the Republic of:  
[*Tchad, la République du*:]

[ADOU M AGANAYE]  
27/9/71

<sup>1</sup> 10 May 1971.  
<sup>2</sup> 4 June 1971.

<sup>1</sup> 10 mai 1971.  
<sup>2</sup> 4 juin 1971.

## RESERVATIONS AND DECLARATIONS MADE UPON SIGNATURE

## RÉSERVES ET DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE

## ROMANIA

## ROUMANIE

## [ROMANIAN TEXT—TEXTE ROUMAIN]

«Guvernul Republicii Socialiste România declară că nu se consideră legat de prevederile articolului 12, punctul 1, al Convenției pentru reprimarea capturării ilicite a aeronavelor, încheiată la Haga, la 16 decembrie 1970, care prevede jurisdicția obligatorie a Curții Internaționale de Justiție pentru reglementarea diferendelor privind interpretarea sau aplicarea prezentei Convenții.»

«Poziția Republicii Socialiste România este aceea că asemenea diferende ar putea fi supuse Curții Internaționale de Justiție numai cu consimțământul tuturor părților în litigiu pentru fiecare caz în parte.»

«Guvernul Republicii Socialiste Romania consideră nulă și neavenită semnarea, la Haga, a Convenției pentru reprimarea capturării ilicite a aeronavelor, încheiată la Haga, la 16 decembrie 1970, de către așa-zisele autorități ciankaișiste, întrucât singurul guvern în drept a-și asuma obligații în numele Chinei și de a o reprezenta pe plan internațional este guvernul Republicii Populare Chineze.»

«Guvernul Republicii Socialiste România consideră că semnarea, la Haga, a Convenției pentru reprimarea capturării ilicite a aeronavelor, încheiată la Haga, la 16 decembrie 1970, de către autoritățile regimului de la Pnom Penh în numele Cambodgiei este nula și neavenită, întrucât singurul guvern în drept să reprezinte pe plan internațional Regatul Cambodgiei și de a-și asuma obligații în numele acestuia este guvernul Regal de Unitate Națională condus de Samdech Norodom Sianuk.»

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

## [TRADUCTION—TRANSLATION]

The Government of the Socialist Republic of Romania declares that it does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of article 12 of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, done at The Hague on the 16th of December, 1970, which stipulates the obligatory jurisdiction of the International Court of Justice for the settlement of disputes regarding the interpretation or application of the Convention.

The position of the Socialist Republic of Romania is that such disputes could be submitted to the International Court of Justice only with the consent of all the parties to the dispute for each separate case.

Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie déclare qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, conclue à La Haye le 16 décembre 1970, qui prévoient la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour le règlement des différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention.

La position de la République socialiste de Roumanie est que lesdits différends ne peuvent être portés devant la Cour internationale de Justice qu'avec l'agrément dans chaque cas de toutes les parties au différend.

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

The Government of the Socialist Republic of Romania considers null and void the signing at The Hague of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, done at The Hague on the 16th of December, 1970, by the self-styled authorities of Chiang Kai-shek, as the only Government entitled to assume obligations on behalf of China and to represent it on the international plane is the Government of the People's Republic of China.

The Government of the Socialist Republic of Romania considers that the signing at The Hague of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, done at The Hague on the 16th of December, 1970, by the authorities of the régime of Phnom Penh on behalf of Cambodia is null and void, as the only Government entitled to represent on the international plane the Kingdom of Cambodia and to assume obligations on its behalf is the Royal Government of National Unity headed by Samdech Norodom Sihanouk.

UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND

[Declarations made on 5 January 1971]

"The United Kingdom does not regard the signature of the Convention by the Nationalist Chinese representative as a valid signature on behalf of China."

"The Government of the United Kingdom wish in this connexion to recall their view that if a régime is not recognised as the Government of a State, neither signature nor the deposit of any instrument by it, nor notification of any of those acts will bring about recognition of that régime by any other State."

Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère comme nulle et non avenue la signature, à La Haye, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, conclue à La Haye le 16 décembre 1960, par les soi-disant autorités de Chang Kai-Chek, étant donné que le seul gouvernement habilité à contracter des obligations au nom de la Chine et à la représenter à l'échelon international est le Gouvernement de la République populaire de Chine.

Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère comme nulle et non avenue la signature, à La Haye, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, conclue à La Haye le 16 décembre 1970, par les autorités du régime de Phnom Penh au nom du Cambodge, étant donné que le seul gouvernement habilité à représenter à l'échelon international le Royaume du Cambodge et à contracter des obligations en son nom est le Gouvernement royal d'unité nationale présidé par Samdech Norodom Sihanouk.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD

[Déclarations faites le 5 janvier 1971]

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Royaume-Uni ne considère pas que la signature de la Convention par le représentant de la Chine nationaliste est valable au nom de la Chine.

A cet égard, le Gouvernement du Royaume-Uni tient à réaffirmer sa position selon laquelle dans les cas où un régime n'est pas reconnu comme gouvernement d'un Etat, ni la signature ni le dépôt d'un instrument quel qu'il soit par ledit régime, ni la notification de l'un de ces actes n'entraînera la reconnaissance de ce régime par un autre Etat.

RESERVATIONS AND DECLARATIONS  
MADE UPON RATIFICATION  
OR ACCESSION

RÉSERVES ET DÉCLARATIONS  
FAITES LORS DE LA RATIFICATION  
OU DE L'ADHÉSION

*ARGENTINA*

*ARGENTINE*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

«La aplicación del presente Convenio a territorios cuya soberanía fuera discutida entre dos o más Estados, que sean partes o no del mismo, no podrá ser interpretada como alteración, renuncia o abandono de la posición que cada uno ha sostenido hasta el presente.»

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

[TRADUCTION—TRANSLATION]

The application of this Convention to territories the sovereignty of which may be disputed among two or more States, whether Parties to the Convention or not, may not be interpreted as alteration, renunciation, or waiver of the position upheld by each up to the present time.

L'application de la présente Convention aux territoires dont la souveraineté fait l'objet d'un litige entre deux ou plusieurs Etats, qu'ils soient ou non parties à la Convention, ne sera pas interprétée comme une modification ou un abandon de la position que chacun a soutenue jusqu'alors ou comme une renonciation à ladite position.

*BRAZIL*

*BRÉSIL*

[TRADUCTION—TRANSLATION]

“Under the provisions of article 12, paragraph 2, of the aforementioned Convention, Brazil does not consider itself bound by paragraph 1 of the same article.”

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention susmentionnée, le Brésil ne se considère pas lié par le paragraphe 1 dudit article.

*BULGARIA*

*BULGARIE*

[BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE]

«Народна република България не се счита обвързана с клаузата за задължително предаване споровете по тълкуването или приложението на Конвенцията на арбитраж или на Международния съд в Хага.»

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United States of America.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

[TRANSLATION—TRADUCTION<sup>1</sup>]

The People's Republic of Bulgaria does not consider itself bound by the clause on the obligatory submission of disputes over the interpretation or the application of the Convention to arbitration or to the International Court at The Hague.

## [TRADUCTION—TRANSLATION]

La République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions relatives à l'obligation de soumettre les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention à l'arbitrage ou à la Cour internationale de La Haye.

*BYELORUSSIAN SOVIET  
SOCIALIST REPUBLIC**RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE*

## [BYELORUSSIAN TEXT—TEXTE BIÉLORUSSE]

«Беларуская Савецкая Сацыялістычная Рэспубліка не лічыць сябе звязанай падажэннямі пункта 1 артыкула 12, які прадугледжвае, што спрэчкі аб тлумачэнні або прымяненні Канвенцыі перадаюцца ў арбітраж ці ў Міжнародны суд па патрабаванні аднаго з бакоў у спрэчцы.»

## [TRANSLATION]

The Byelorussian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 12, paragraph 1, which states that disputes concerning the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

## [TRADUCTION]

La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

*CZECHOSLOVAKIA**TCHÉCOSLOVAQUIE*

## [CZECH TEXT—TEXTE TCHÈQUE]

“Prozkoumavše tuto Úmluvu a vědouce, že Federální shromáždění Československé socialistické republiky s ní souhlasí, schvalujeme a přijímáme ji s výhradou, že Československá socialistická republika v souladu s odstavcem 2 článku 12 nebude vázána ustanovením jejího článku 12 odstavec 1.”

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.



[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

Having examined this Convention and knowing that the Federal Assembly of the Czechoslovak Socialist Republic has given its consent thereto, we hereby approve and accept it with the reservation that, in accordance with paragraph 2, article 12, the Czechoslovak Socialist Republic will not be bound by the provisions of its article 12, paragraph 1.

*GERMAN DEMOCRATIC  
REPUBLIC*

[TRADUCTION—TRANSLATION]

Ayant examiné la Convention et sachant que l'Assemblée fédérale de la République socialiste tchécoslovaque lui a donné son agrément, nous approuvons et acceptons par les présentes ladite Convention avec la réserve que, conformément au paragraphe 2 de l'article 12, la République socialiste tchécoslovaque ne sera pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12.

*RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
ALLEMANDE*

[GERMAN TEXT—TEXTE ALLEMAND]

„Nachdem die Konvention entsprechend den innerstaatlichen Bestimmungen der Deutschen Demokratischen Republik bestätigt worden ist, erkläre ich im Namen der Deutschen Demokratischen Republik, daß die Konvention erfüllt und eingehalten wird, mit dem Vorbehalt, daß Artikel 12, Absatz 1 der Konvention für die Deutsche Demokratische Republik nicht verbindlich ist.“

[TRANSLATION]

The Convention having been ratified in accordance with the domestic legislation of the German Democratic Republic, I hereby declare on behalf of the German Democratic Republic that the Convention will be executed and observed, subject to the reservation that article 12, paragraph 1, of the Convention shall not be binding on the German Democratic Republic.

*HUNGARY*

[TRADUCTION]

Après que la Convention a été confirmée conformément à la législation nationale de la République démocratique allemande, je déclare, au nom de la République démocratique allemande, que la Convention sera appliquée et respectée, avec la réserve que le paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention n'a pas force obligatoire pour la République démocratique allemande.

*HONGRIE*

[HUNGARIAN TEXT—TEXTE HONGROIS]

“A Magyar Népköztársaság Elnöki Tanácsa megerősíti a légi járművek jogellenes hatalomba kerítésének leküzdéséről Hágában, az 1970. évi december hó 16. napján kelt egyezményt, azzal a fenntartással, hogy a Magyar Népköztársaság az Egyezmény 12. cikkének 1./ bekezdését nem tekinti magára nézve kötelezőnek.”

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

The Presidential Council of the Hungarian People's Republic ratifies the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on 16 December 1970, with the reservation that it does not regard itself bound by the provisions in paragraph 1 of article 12 of the Convention.

IRAQ

[ARABIC TEXT—TEXTE ARABE]

علماء بأن (نصحاء) الجمهورية العراقية الى هذه (الوتفاقية) التي يعتبرها  
 حال من الاحوال (اعتدافاً) بأسرائيل (والو يكون سبباً في انشاء اية  
 علاقات معها مما تضمنت (حكام) هذه (الوتفاقية)

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

...Subject to the reservation that entry by the Republic of Iraq into the Convention shall in no way signify recognition of Israel or be conducive to the establishment of any relations with her under the provisions of the Convention.

MONGOLIA

[MONGOLIAN TEXT—TEXTE MONGOL]

«Нисэх онгоцыг хууль бусаар булаан аваачих явдалтай тэмцэх тухай Конвенцийг ойлгох буюу хэрэгжүүлэх талаар гарсан аливаа маргааныг зохигчдын аль нэгний хүсэлтээр арбитраж буюу олон улсын шүүхэд шилжүүлж байх тухай 12 дугаар зүйлийн 1-ийн заалт Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улсад үүрэг хүлээлгэхгүй.»

MONGOLIE

[TRADUCTION—TRANSLATION]

...Avec la réserve toutefois que l'application de la Convention par la République d'Irak ne signifie en rien que ce pays reconnaît Israël ni qu'il établira avec Israël les relations que régit ladite Convention.

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

## [TRANSLATION]

The Mongolian People's Republic does not consider itself bound by the provisions of article 12, paragraph 1, of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, which states that disputes concerning the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

## [TRADUCTION]

La République populaire mongole ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une des parties au différend.

## POLAND

## POLOGNE

## [POLISH TEXT—TEXTE POLONAIS]

„Po zaznajomieniu się z powyższą Konwencją Rada Państwa uznała ją i uznaje za słuszną z zastrzeżeniem, że Polska Rzeczpospolita Ludowa nie uważa się za związaną postanowieniami artykułu 12 ustęp 1 tej Konwencji; oświadcza, że wymieniona Konwencja jest przyjęta, ratyfikowana i potwierdzona oraz przyrzeka, że będzie niezmiennie zachowywana.”

## [TRANSLATION]

Having acquainted itself with the above-mentioned Convention, the Council of State has recognized it and does recognize it as valid, with the reservation that the Polish People's Republic does not consider itself bound by the provisions of article 12, paragraph 1, of the Convention; it declares that the said Convention has been adopted, ratified and confirmed and pledges that it will be faithfully observed.

## [TRADUCTION]

Après avoir pris connaissance de la Convention susmentionnée, le Conseil d'Etat en a reconnu et en reconnaît la validité, avec la réserve que la République populaire de Pologne ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention; il déclare que ladite Convention a été adoptée, ratifiée et confirmée et s'engage à l'appliquer fidèlement.

## ROMANIA

## ROUMANIE

## [ROMANIAN TEXT—TEXTE ROUMAIN]

«Republica Socialistă România, potrivit articolului 12, paragraful 2 din Convenție, declară că nu se consideră legată de dispozițiile paragrafului 1 din acest articol al Convenției pentru reprimarea capturării ilicite a aeronavelor. Poziția Republicii Socialiste România este aceea că diferendele privind interpretarea sau aplicarea Convenției vor fi supuse Curții Internaționale de Justiție numai cu consimțământul tuturor părților în litigiu, pentru fiecare caz în parte.»

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

The Socialist Republic of Romania, in accordance with paragraph 2 of article 12 of the Convention, declares that it does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of that article of the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft. The position of the Socialist Republic of Romania is that the disputes concerning the interpretation or application of the Convention shall be submitted to the International Court of Justice only with the consent of all the parties to the dispute, for each separate case.

## SOUTH AFRICA

“Subject to a reservation in respect of article 12 paragraph 1 of the Convention, as provided for in paragraph 2 of the said article.”

UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST  
REPUBLIC

## [UKRAINIAN TEXT—TEXT UKRAINIEN]

«Уряд Української Радянської Соціалістичної Республіки не вважає себе зв'язаним положеннями пункту 1 статті 12, який передбачає, що спори про тлумачення або застосування Конвенції передаються до арбітражу або до Міжнародного суду на вимогу однієї з сторін у спори.»

## [TRANSLATION]

The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article 12, paragraph 1, which states that disputes concerning the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

## [TRADUCTION—TRANSLATION]

La République socialiste de Roumanie, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention, déclare qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions du paragraphe 1 dudit article de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. La position de la République socialiste de Roumanie est que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention ne seront soumis à la Cour internationale de Justice qu'avec l'agrément dans chaque cas de toutes les parties au différend.

## AFRIQUE DU SUD

## [TRADUCTION—TRANSLATION]

Avec une réserve à l'égard de l'article 12, paragraphe 1 de la Convention, conformément au paragraphe 2 dudit article.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE  
D'UKRAINE

## [TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice, à la demande de l'une des parties au différend.

*UNION OF SOVIET SOCIALIST  
REPUBLICS**UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES*

[RUSSIAN TEXT—TEXTE RUSSE]

«Правительство Союза Советских Социалистических Республик не считает себя связанным положениями пункта 1 статьи 12, предусматривающего, что споры о толковании или применении Конвенции передаются в арбитраж или в Международный Суд по требованию одной из сторон в споре.»

[TRANSLATION<sup>1</sup>—TRADUCTION<sup>2</sup>]

[TRADUCTION—TRANSLATION]

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of article 12, envisaging that disputes about the interpretation or application of the Convention shall be submitted to arbitration or to the International Court at the request of one of the parties to the dispute.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, prévoyant que les différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention seront soumis à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.